



# PrairiesCan

## **ÉTAT DES RÉSULTATS PROSPECTIF (non audité)**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars



**Développement économique Canada pour les Prairies**  
**État des résultats prospectif (non audité)**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars**  
**(en dollars)**

	Résultats projetés de 2023-2024	Résultats prévus de 2024-2025
<b>Charges</b>		
Innovation	131 305 044 \$	109 361 914 \$
Initiatives communautaires	163 919 161	52 890 994
Croissance des entreprises	46 195 568	45 854 402
Services aux entreprises	33 922 301	32 316 756
Services internes	20 145 146	18 222 173
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(26 940 737)	50 224 181
<b>Total des charges</b>	<b>368 546 483</b>	<b>308 870 420</b>
<b>Revenus</b>		
Amortissement d'escompte	4 331 796	12 775 236
Services offerts à d'autres ministères	3 800 000	3 800 000
Intérêt	996 920	1 414 118
Autre	19 721	78 884
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(9 147 877)	(18 067 831)
<b>Total des revenus</b>	<b>560</b>	<b>407</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement</b>	<b>368 545 923 \$</b>	<b>308 870 013 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

# **Développement économique Canada pour les Prairies**

## **Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)**

### **Pour l'exercice se terminant le 31 mars**

#### **1. Méthodologie et hypothèses importantes**

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2023-2024 sont fondés sur les résultats réels en date du 30 novembre 2023 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2024-2025.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent;
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- Les provisions pour créances irrécouvrables sont basées sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.

Ces hypothèses ont été adoptées en date du 30 novembre 2023.

#### **2. Variation et évolution des prévisions financières**

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2023-2024 et pour 2024-2025, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique comprennent les éléments suivants :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens immobiliers, d'installations de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les créances de prêts;
- les taux d'intérêt en vigueur au moment de la présentation du rapport, lesquels auront une incidence sur la valeur actualisée nette des prêts sans intérêt;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel est déposé au Parlement, PrairiesCan ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport sur les résultats ministériels.

### 3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2023-2024, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### a) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les autres charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges liées au personnel, aux services professionnels et spéciaux, aux réparations et à l'entretien, aux services publics, aux fournitures et à l'approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges comprennent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les prêts, les placements, les avances et la désuétude des stocks, ainsi que l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance, et autres.

#### b) Revenus

Les revenus provenant des droits réglementaires sans obligation de rendement sont comptabilisés lorsqu'il existe une autorité pour réclamer des entrées de ressources économiques et que l'opération ou l'événement précédent s'est produit.

Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception en tant que revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les revenus reportés sont constitués de montants reçus avant la prestation de biens ou de services qui seront comptabilisés comme revenus au cours d'un exercice ultérieur à mesure que les obligations de rendement sont remplies.

Les autres revenus sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus et que l'on s'attend à ce que des avantages économiques futurs soient reçus.

Les revenus non disponibles ne peuvent servir à acquitter les passifs de PrairiesCan. Bien que l'on s'attende à ce que l'administratrice générale maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité pour disposer des revenus non disponibles. Par conséquent, les revenus non disponibles sont gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de PrairiesCan.

#### 4. Autorisations parlementaires

PrairiesCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à PrairiesCan ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours d'un exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de PrairiesCan pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

##### a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés de 2023-2024	Résultats prévus de 2024-2025
	(en dollars)	
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement</b>	368 545 923	\$ 308 870 013
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(280 825)	(280 825)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(4 908 806)	(4 800 867)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	295 237	129 656
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(121 203)	(31 130)
Diminution (augmentation) des charges à payer non portées à une autorisation	577 378	1 337 115
Remboursement de charges des exercices antérieurs	1 108 615	2 199 581
Services offerts à d'autres ministères	(3 800 000)	(3 800 000)
Autres	342 976	342 823
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(6 786 628)	(4 903 647)
Rajustement pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations:		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	66 883 630	17 387 891
Augmentation (diminution) des avances aux employés	8 619	11 840
Augmentation (diminution) des dépenses prépayées	(32 820)	(30 085)
Total des postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	66 859 429	17 369 646
<b>Autorisations demandées prévues pour être utilisées</b>	<b>428 618 724</b>	<b>\$ 321 336 012</b>

**b) Autorisations fournies/demandées**

	Résultats projetés de 2023-2024	Résultats prévus de 2024-2025
	(en dollars)	
<b>Autorisations fournies/demandées:</b>		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	48 884 994 \$	41 478 066 \$
Crédit 5 - Paiements de transfert	374 975 943	275 379 745
Montant des postes législatifs	4 757 787	4 478 201
<b>Autorisations fournies/demandées totales</b>	<b>428 618 724 \$</b>	<b>321 336 012 \$</b>
Moins : Autorisations inutilisées estimées et autres rajustements	0	0
<b>Autorisations fournies/demandées prévues pour être utilisées</b>	<b>428 618 724 \$</b>	<b>321 336 012 \$</b>